PROBLÈMES D'ACTUALITÉ

A TRAVERS LA PRESSE INTERNATIONALE

Us 20 et US 257

L'APPEL A L'INTERDEPENDANCE DU PRESIDENT KENNEDY

(4 juillet 1962)

Dans le discours qu'il a prononcé à Philadelphie, à l'occasion de la fête nationale de l'Indépendance, le président Kennedy a évoqué la possibilité de ce qu'il a appelé « une déclaration d'interdépendance » avec les pays européens du Marché Commun.

Ce discours fait l'objet de plusieurs commentaires dont on pourra lire une série ci-dessous.

PRESSE DES ETATS-UNIS

Le **New York Times** écrit le 5/7 :

« ...Le succès sensationnel du Marché Commun européen et l'intention du Royaume-Uni d'en faire partie sont à l'origine de la déclaration du Président. Pour les Etats-Unis, ce Marché Commun pouvait être un avantage ou une menace. Le président Kennedy l'accepte avec raison, comme une ocasion de former une « association atlantique concrète » entre ce que nous autres, Américains, avons coutume d'appeler le « vieux monde » et le nôtre, le « nouveau monde », qui n'est plus jeune, mais qui est encore vigoureux et immensément puissant.

Le ton vigoureux et résolu du discours de M. Kennedy a paru « rafraichissant » après le discours de Yale qui revêtait la forme d'un examen de conscience. Beaucoup d'Américains avaient cru voir une marque d'irrésolution, une diminution de la confiance en soi dans le discours inaugural de M. Kennedy... C'est la tâche du Président de s'élever au-dessus des débats nuageux et de prendre la direction. M. Kennedy vient de montrer qu'il entendait remplir sa tâche.

Le même organe déclare encore, quelques jours plus tard, (**New York Times**, 9/7) :

« ...Nous pourrions donc avoir une communauté puissante, comptant plus de 200 millions d'habitants, à l'Est de l'Atlantique, et à l'Ouest, une autre communauté, celle des Etats-Unis à peine moins nombreuse. A cette dernière communauté, pourraient s'ajouter le Canada et, nous l'espérons, les Etats libres d'Amérique latine. Une telle puissance aurait des possibilités défensives imposantes à la fois du point de vue économique et, en dernier ressort, sur le plan militaire. Elle serait aussi capable d'une offensive idéologique qui prouverait en fin de compte la supériorité du mode de vie des hommes libres dans une société libre. Ce ne sont ni la marche des armées, ni l'envoi des fusées qui seraient l'arme suprême ; cette arme serait plutôt le génie créateur supérieur d'une société libre et l'extrême satisfaction qu'elle procure à l'homme de la rue.

Si le président Kennedy cherchait à expliciter son idée, il pourrait se heurter à certaines difficultés à l'intérieur du pays. Par tradition, nous sommes très attachés à notre souveraineté politique, de même que les autres nations. Le refus de la dernière génération d'accepter la Société des Nations indique à quel point nous tenons passionnément à notre indépendance; mais le temps n'est plus où de grands remous pouvaient agiter le monde sans nous atteindre. Le cauchemar d'un super-Etat, comportant une bureaucratie hypertrophiée, n'est plus une menace pour un monde démocratique. Nous devons plutôt viser à établir un régime où les responsabilités seront partagées et réciproques, dans le respect des droits et des lois de chaque pays, et où chacun sera résolu à résister à la tentation d'empiéter sur un quelconque territoire habité par des hommes libres. A la longue, un tel régime pourrait gagner les satellites communistes, pays par pays, de par la volonté même des peuples. Le Président a esquissé un rêve majestueux. Il devrait inspirer les pensées et les prières de tous les hommes. »

La **New York Herald Tribune** (6/7 - républicain indépendant) déclare en éditorial :

« Le discours du président Kennedy est un résumé éloquent et réaliste des problèmes auxquels notre pays et ses alliés doivent faire face dans leurs efforts pour maintenir la paix dans le monde et sauvegarder leurs propres destinées.

Il est tout à fait opportun que la fête nationale de l'Amérique fournisse l'occasion de procéder à une évaluation, non pas de la situation de notre pays, mais de celle du monde entier. En effet, comme le Président l'a souligné, l'idéal de la révolution américaine ,l'indépendance, a toujours été la force qui a provoqué les grands bouleversements survenus en Afrique, en Asie et en d'autres lieux...

M. Kennedy a indiqué clairement qu'il envisageait une sorte d'association américano-européenne qui tiendrait compte des nouvelles tendances à la coopération qui lient les nations européennes plus étroitement qu'elles ne l'ont jamais été dans l'histoire moderne. Il a parlé de « la nouvelle union qui prend naissance en Europe » sans essayer de préciser la forme exacte qu'à son avis cette union devrait revêtir... La forme exacte de l'association américano-européenne qu'il propose doit être mise aû point par de futures déclarations et l'adoption d'une ligne de conduite de la part de Washington... Il faut s'attendre à ce que l'Europe unie insiste pour que cette association soit fondée sur l'égalité de tous les partenaires; cela est parfaitement compréhensible. Il est difficile de voir comment cette association pourrait être vraiment efficace s'il en était autrement. Il faudra pour la réaliser de la patience et de la persévérance. Pas plus que Rome, les Etats-Unis n'ont été bâtis en un jour : il en sera de même pour l'association Europe-Amérique. Il s'agit là d'une tâche qui vaut la peine d'être entreprise par les hommes libres vivant des deux côtés de l'Atlantique. »

On lit dans le **Philadelphia Inquirer** (5/7 - républicain indépendant) :

« Comme M. Kennedy, nous envisageons avec plaisir la force grandissante de l'Europe libre, notre par-

tenaire et non notre rivale. Ce n'est toutefois pas sans une certaine ironie qu'on se souviendra de nos ancêtres qui, il y a quatre-vingt-six ans, au Congrès de Philadelphie, cherchaient l'indépendance en se détachant de l'Europe. Aujourd'hui, forts de notre puissance, nous recherchons à étendre cette indépendance à l'Europe et finalement à toute l'humanité. »

Le **New York Daily Mirror** (5/7) fait les remarques suivantes :

« L'interdépendance devient la politique officielle du gouvernement pour la défense des idéaux d'indépendance et de liberté, pour le développement des échanges commerciaux, pour l'indépendance des nouvelles nations, pour la constitution d'une force de représailles assez puissante pour prévenir toute agression. C'est un vaste concept dans un monde où le temps et les distances deviennent de moins en moins importants et où l'existence isolée devient impossible. »

The Christian Science Monitor (6/7) s'exprime en ces termes :

« ...La déclaration d'interdépendance n'est pas uniquement un morceau d'éloquence et d'improvisation : elle contribue à expliquer des objectifs déjà partiellement atteints et à justifier une ligne de conduite qui n'est que partiellement comprise...

Le discours du président aide beaucoup à expliquer l'enthousiasme avec lequel les artisans de la politique américaine, tant du gouvernement actuel que du précédent, ont favorisé la création du Marché Commun et renforcé ses tendances fédérales. La nouvelle Europe, a déclaré le président, n'est pas une rivale pour les Etats-Unis mais une future partenaire...

C'est le propre des processus d'unification — encore que l'effet contraire puisse paraître quelquefois se produire — que l'élargissement de leurs assises procure une plus grande liberté de manœuvre pour vaincre les difficultés, ouvre de nouvelles possibilités d'accord, bien plus sûrement qu'il ne suscite de nouveaux dangers et de nouveaux heurts qui ne sont, en fait, que superficiels. Imposer à l'union des limites étroites revient à réduire les occasions qui permettent de surmonter les obstacles... »

POINTS DE VUE BRITANNIQUES

Le **Times** (5/7) exprime l'opinion suivante :

« ...Il est particulièrement intéressant de noter que le président Kennedy a choisi le jour où les Etats-Unis ont coutume de se préoccuper de leur propre sécurité et de méditer sur leur émancipation vis-à-vis du vieux monde pour souligner que l'Europe ne devait pas être considérée comme un nouveau rival, mais comme un nouveau partenaire. Il y a encore des Américains qui ont l'impression que l'aide accordée à l'Europe a servi uniquement à dresser contre elle un rival à la fois sur le plan militaire et sur le plan économique; ils voudraient continuer à célébrer le jour de l'indépendance dans son esprit originel. Il y a aussi ceux qui, en Europe, éprouvent le besoin d'échapper à la dépendance des Etats-Unis. C'est à eux également que le président Kennedy s'est adressé lorsqu'il a dit que l'Amérique n'essaierait pas de contrecarrer leur projet, mais qu'elle chercherait au contraire une association véritable fondée sur une égalité croissante et sur un partage des responsabilités. Le Président est plus que quiconque conscient des nombreuses difficultés économiques et psychologiques qui sont l'héritage du passé. La contribution qu'il a apportée mercredi à l'histoire a été de définir des objectifs. »

Le **Daily Herald** (7/7 - travailliste) aurait souhaité une réaction favorable plus rapide de la part des chefs d'Etat européens. Il écrit à ce sujet :

« Le président Kennedy vient de lancer l'un des appels les plus audacieux des temps modernes. Il a assuré que les Etats-Unis étaient prêts à forger une association atlantique avec la nouvelle union qui est entrain de se former en Europe. Cette association n'aurait pas seulement pour but de défendre les intérêts économiques des pays intéressés ni d'assurer leur protection militaire. C'est tout le poids de l'Amérique et de l'Europe unie qui serait jeté dans la lutte contre la misère dans le monde et favoriser la coopération entre tous les hommes libres.

M. Kennedy est né au 20e siècle. Son plan porte la marque de ce siècle. Pourquoi les dirigeants de ce côté-ci de l'Atlantique tardent-ils à répondre favorablement à cette proposition ? Jusqu'à présent, aucune réaction n'est venue de la part de M. Macmillan, qui a soixante-huit ans; ni de celle du Président de Gaulle, soixante-douze ans; ni de la part du Dr Adenauer qui est âgé de quatre vingt-six ans. La proposition du Président cadre-t-elle mal avec le rêve de de Gaulle qui envisage une petite Europe hermétique, dirigée par la France ? Les conceptions du Dr Adenauer sont-elles trop arrêtées ? A coup sûr, M. Macmillan devrait au moins répondre par un mot ou deux d'approbation... Tout homme d'Etat européen, doué d'imagination, devrait accueillir avec enthousiasme le plan de M. Kennedy. »

Même note dans le **Sunday Times** (8/7) qui déclare :

« Le discours du président Kennedy doit marquer une étape essentielle dans le développement de la politique américaine. Le thème choisi était l'interdépendance des Etats-Unis et d'une Europe unie. Il a associé ce concept avec le thème original de la liberté et de l'indépendance qui ont inspiré la révolution américaine.

Pour la Grande-Bretagne, la principale implication de cette déclaration est peut-être qu'elle nous donne un objectif qui dépasse le cadre de l'Europe Nombreux sont ceux qui s'inquiètent du fait que si la Grande-Bretagne s'associe à l'Europe, elle risque de tourner le dos au reste du monde, qu'il s'agisse du Commonwealth ou des Etats-Unis. Or, selon la politique du président Kennedy, la création de l'Europe, aussi importante qu'elle soit, n'est qu'une phase préliminaire d'une plus vaste association du monde libre, basée sur l'égalité. Cet idéal est parfaitement conforme aux perspectives internationales qui s'offrent à la Grande-Bretagne en raison de son histoire et de sa position géographique. »

Sous le titre « Le nouveau testament de Kennedy », Godfrey Hodgson écrit dans l'**Observer** (8/7) :

« ...On aurait mauvaise grâce à ne pas reconnaître la grandeur et la générosité du point de vue du président Kennedy qui voit dans une alliance atlantique la première étape qui doit mener finalement à l'union de tous les hommes libres...

Il est certain que le gouvernement américain vient

non seulement d'engager sa « vie, sa fortune et son honneur » mais, qui plus est, son avenir politique au service de cet idéal audacieux d'une association atlantique. »

Par contre, le **Daily Express** (7/7 - organe de Lord Beaverbrook) n'apprécie guère l'intervention du président Kennedy. Il écrit notamment :

« Le président Kennedy fait miroiter aux yeux des Britanniques l'idée séduisante que si la Grande-Bretagne décide d'entrer dans l'Europe, les Etats-Unis feront des conditions spéciales aux pays du Marché Commun élargi... En fait, conformément à la clause de la nation la plus favorisée, les Etats-Unis devraient étendre à tous les pays les avantages douaniers qu'elle accorderait à la Grande-Bretagne et au Marché Commun.

M. Kennedy devrait renoncer à intervenir dans la politique britannique. Qu'il laisse donc la Grande-Bretagne décider elle-même ce qu'elle veut faire... »

AUTRES COMMENTAIRES

La presse allemande des derniers jours s'intéresse presque exclusivement à la visite en France du Chancelier fédéral. C'est d'ailleurs en faisant allusion aux récentes conversations du président de Gaulle et du Chancelier que la **Frankfurter Allgemeine Zeitung** (5/7 - libéral) fait les remarques suivantes :

« ...L'Amérique désire que l'intégration se fasse de l'autre côté de l'Atlantique, d'où sont venus autrefois les Pilgrim Fathers. Dean Rusk vient, avec une nuance d'optimisme, de mettre la commission du Sénat américain au courant de la situation en Europe même; et, au cours de leurs conversation, le général de Gaulle et le chancelier Adenauer ont discuté du problème des relations avec le puissant partenaire, par-delà l'Atlantique.

Adenauer a déclaré à l'Hôtel de Ville de Paris : « Les dangers qui nous menacent dépassent largement les possibilités de défense des peuples pris séparément ainsi que leurs possibilités dans le domaine économique ». On peut dire que cela rejoint la pensée exprimée par le président Kennedy à Philadelphie... »

*

Il Messaggero, de Rome (6/7 - indépendant) écrit dans un éditorial :

« Dorénavant, les Américains devront envisager les problèmes selon la conception posée par le président Kennedy, non plus dans un cadre continental mais en tenant amplement compte des données internationales : avertissement salutaire que nous voulons considérer comme valable non seulement pour la rééducation de l'opinion d'outre-Atlantique, mais aussi pour sortir l'opinion européenne de l'engouement séculaire pour les lieux communs auquel on doit la survivance des égoïsmes, des superstitions, des rivalités traditionnelles contraires à l'esprit de la Communauté. Kennedy a spécifié que la Communauté Européenne est une étape préliminaire indispensable pour arriver à l'alignement et à l'union avec l'Amérique, en surmontant les particularismes régionaux...

A partir du moment où l'unification de l'Europe intéresse directement l'Amérique, on comprend que tout ce qui prépare la venue des temps annoncés par le Traité de Rome soit suivi avec attention et avec un esprit scrutateur, par ceux qui seront nos futurs associés ou, peut-être plus que des associés... »

« L'Europe unie devra agir en étroite association avec les Etats-Unis » telle est l'idée maîtresse d'un article paru dans la revue italienne **Esteri** (4/7) le jour même où le président Kennedy lance son appel à l'interdépendance. On lit notamment dans cet article :

« Pour pouvoir constituer une nouvelle force déterminante sur l'échiquier mondial, l'Europe unie devra nécessairement agir en étroite association avec les Etats-Unis d'Amérique — dans le cadre de l'alliance atlantique, par conséquent — pour la défense de la liberté, de la paix et de la démocratie qui sont à la base du système occidental et pour le progrès économique et social de tous les peuples, en particulier de ceux qui ont conquis l'indépendance politique dans cette seconde moitié du 20e siècle. Une Europe unie et une Amérique unie, étroitement associées, peuvent et doivent avoir l'ambition de construire un monde nouveau fondé sur la paix, la liberté et la justice... »

Citons, pour terminer, **Le Soir**, de Bruxelles (6/7 - indépendant) qui écrit sous le titre « L'ère de l'interdépendance s'ouvre pour l'Occident » :

« ...Par un paradoxe qu'il a peut-être voulu, M. Kennedy a surtout profité de l'anniversaire du 4 juillet pour opposer les notions d'indépendance et d'interdépendance, ce qui revient à rappeler combien la notion de souveraineté est en déclin au moment où les nationalismes jouissent plutôt d'un regain de faveur. Le développement prodigieux de la puissance nucléaire a certainement contribué à instruire M. Kennedy (comme M. Khrouchtchev, d'ailleurs) sur la vanité de la croyance dans une certaine souveraineté. En pointillé dans le discours de Philadelphie, on distingue également un appel aux alliés à ne plus trop mettre l'accent sur la souveraineté, mais plutôt sur l'interdépendance. Il reste à savoir si cette « interdépendance » signifiera réellement « égalité dans tous les domaines ».

PRIX : 0.75 NF

Le gérant : J.-L. CREMIEUX-BRILHAC Imp. Abécé, 21, rue Juliette-Dodu, Paris-10e